

« La réforme contre la révolution » ? Les relations vénézolano-cubaines (1958-1961)

Xavier Calmettes

doctorant à l'IHEAL

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine. Université Sorbonne Paris3

Résumé/Resumen

Le Venezuela connaît un changement de régime en janvier 1958. La dictature de Marcos Pérez Jiménez est renversée au profit d'un gouvernement de transition qui organise des élections démocratiques. La nouvelle administration vénézuélienne contribue matériellement et moralement à la victoire des révolutionnaires cubains. Caracas est le premier Etat à reconnaître le nouveau régime installé à La Havane en janvier 1959. Le Venezuela est le premier pays visité par Fidel Castro après la victoire du Mouvement du 26 juillet. Il est acclamé par 300 000 personnes. Deux ans et demi plus tard, l'ambassade vénézuélienne de La Havane est fermée et le Président vénézuélien dénonce l'ingérence de Cuba dans les affaires internes. Fidel Castro raille les déclarations « serviles » de Romulo Betancourt. Cet article vise à expliquer les raisons de ce retournement et de ses implications latino-américaines.

Venezuela experimenta un cambio de régimen en enero de 1958. La dictadura de Marcos Pérez Jiménez es derrocada por militares que organizan elecciones democráticas. El nuevo gobierno venezolano contribuye a la victoria de los revolucionarios cubanos no solamente con su apoyo moral, sino también con su ayuda material. Caracas es el primer país que reconoce la nueva administración en enero de 1959. Quizás, es por esa razón que Venezuela es el primer país visitado por Fidel Castro después de la victoria del Movimiento del 26 de Julio (M-26-7). 300 000 personas aclaman al líder de la Revolución cubana en la plaza Área del silencio el 23 de enero de 1959. Dos años y medio más tarde clausuran la embajada venezolana de La Habana y el Presidente venezolano denuncia la injerencia de Cuba en los asuntos internos de otros países. Fidel Castro replica quejándose de la actitud sumisa de un Betancourt doblegado a los intereses de los EEUU. El artículo explica las razones de esta metamorfosis.

Mots-clés : Venezuela ; Cuba ; Révolution ; Rómulo Betancourt ; Fidel Castro

Introduction

Le 23 janvier 1959 est une date particulièrement importante dans l'histoire des relations vénézuéliano-cubaines. Vingt trois jours après le départ de Fulgencio Batista, un an après la déroute de Pérez Jiménez, F. Castro vient rendre visite à la « République sœur ». Cette dernière lui avait apporté une aide décisive dans son combat contre la dictature batistite.

A l'aéroport, une foule immense est venue acclamer le chef de l'armée rebelle. Au moment où il descend de l'avion des milliers de personnes crient : « *Viva Cuba ! Viva Venezuela ! Viva Fidel !* » (Baez, 2007).

La plupart des instigateurs de la Révolution vénézuélienne sont présents : Wolfgang Larrazábal de l'Union Républicaine Démocratique (URD), Fabricio Ojeda, Luis Beltrán Prieto, Gonzalo Barrios d'Action Démocratique (AD), Jovito Villalba (URD), Gustavo Machado du Parti Communiste du Venezuela (PCV), Miguel Otero Silva du journal *El Nacional*, De Sola, ministre des Affaires étrangères ...

La caravane se dirige ensuite vers Caracas, elle mettra plus de trois heures pour parcourir 17 km en raison d'une foule immense qui bloque la route reliant Maiquetia à la capitale(1). À la *Plaza Aera del silencio*, la population est encore plus impressionnante : 300 000 personnes écoutent le discours de Fidel Castro dans une ambiance euphorique. La presse, quant à elle, s'enorgueillit de la venue du leader cubain. *El Nacional* déclare qu'« aucun hôte n'aurait été mieux indiqué que lui pour partager avec notre peuple la fête de la liberté que nous célébrons en ce 23 janvier »(2). *La Esfera* est élogieux vis à vis du chef du Mouvement du 26 juillet (M-26-7), affirmant qu'« un motif supplémentaire de l'orgueil vénézuélien est que parmi nous se trouve notre frère, Fidel, le glorieux Fidel, éternel universitaire et guérillero, qui a enflammé par son exploit le cœur de la démocratie américaine »(3). Le lendemain le journal *Pregón* résume : « Fidel a pris Caracas »(4). Les députés ne sont pas en reste, Domingo Alberto Rangel, parlant au nom du parlement, est heureux de recevoir « un fils du Venezuela », « un héros (...) peut-être l'unique héros que l'Amérique latine ait connue depuis le temps des libertadores » (Baez, 2007). Le 25, le futur président cubain se repose à l'hôtel Humbolt et discute avec différentes personnalités vénézuéliennes. Avant de retourner à Cuba, Fidel Castro débat environ deux heures avec Romulo Betancourt. L'au revoir cordial des deux hommes cachait d'importantes divergences de fond.

En novembre 1961, les relations diplomatiques sont rompues, elles ne cesseront de se dégrader jusqu'à la présidence de Carlos Andrés Pérez. A tel point que le Venezuela convoque la XIIème réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États Américains (OEA) en 1967 pour traiter du « problème de l'intervention castriste en Amérique latine ». Le communiqué final « condamne le gouvernement de Cuba pour ses actes d'agression et d'intervention contre le Venezuela, la Bolivie et les autres États américains » et demande que les pays amis non membres de l'OEA restreignent leurs opérations commerciales et financières avec Cuba (Cisneros, 2011).

Un aussi complet retournement diplomatique, en un temps si court et sans changement de régime est exceptionnel. Il convient néanmoins de rappeler qu'il s'opère dans un contexte historique lui-même agité. La période s'étalant de 1958 à 1961 représente une phase charnière de l'histoire des relations internationales, non seulement pour Cuba et le Venezuela, mais aussi à l'échelle continentale et mondiale. Pendant que Caracas et La Havane s'éloignaient, les Etats-Unis connaissaient une alternance entre Républicains et Démocrates, Dwight

Eisenhower était remplacé par John F. Kennedy. Ce changement de personnalité et de parti à la tête de la puissance hégémonique du continent, s'il ne modifiait pas les objectifs ultimes de lutte contre le communisme et la volonté d'un maintien de la supériorité économique du pays, marquait une transformation des modalités stratégiques visant à parvenir à ces fins(5). Washington, troublé et anxieux de constater le glissement progressif de Cuba vers le socialisme va tenter durant cette période d'ostraciser le régime castriste, de relancer les programmes de coopération militaire et d'entreprendre une nouvelle politique sur le continent prenant en compte les problèmes sociaux des populations latino-américaines. Ce programme sera connu sous le nom d'*Alliance pour le progrès*(6). Le Venezuela comme le Costa Rica (dont le président, M. Figueres, avait également soutenu le renversement de Fulgencio Batista (Matos, 2006 : 77-88)), furent présentés comme les deux modèles de régime « démocratique » compatibles avec *l'Alliance pour le progrès* et susceptibles d'endiguer l'influence cubaine en Amérique. La période fut donc riche en événements diplomatiques, ce fut un moment d'instabilité qui mena vers deux des principaux temps forts de la guerre froide : la crise des missiles de Cuba et la guerre du Vietnam.

Si la question des relations entre ces deux Etats latino américains pourrait paraître à certains égards périphérique, elle est révélatrice des rapports de force politiques d'une époque dans le sous-continent. Comme de nombreux Présidents d'Amérique latine le locataire de *Miraflores*(7) (social-démocrate qui avait connu au Costa Rica les milieux apristes) dut faire face, à ses débuts, à la méfiance de Washington. Parallèlement, le Président vénézuélien gérait un Etat fragile, qui connut plusieurs tentatives de putschs durant son mandat et un pays qui fut durablement divisé entre pro et anti castristes. Dans un tel contexte, comment Romulo Betancourt parvint en l'espace de deux ans à faire de son pays un modèle pour les Etats-Unis, rompre les relations avec Cuba et ce malgré la sympathie que suscitait l'île au sein de son propre parti ? Quelles étaient les lignes de force nationales et internationales qui sous tendaient une telle évolution ? Pourquoi fut-elle si rapide ?

I- La lune de miel cubano-vénézuélienne (23 janvier 1958- février 1959)

En janvier 1958, une révolte agite le Venezuela. La contestation menée par l'ensemble des partis d'opposition officiels ou clandestins permet, grâce à une alliance entre civils et militaires, un rapide changement de régime. Le 23 janvier 1958, Marcos Pérez Jiménez prend la route de l'exil. Une junte militaire provisoire, présidée par Wolfgang Larrazábal, prépare la transition vers la démocratie. Très tôt, la nouvelle République vénézuélienne va éprouver de la sympathie pour la lutte du peuple cubain contre la dictature de Fulgencio Batista.

Dés février 1958, après la levée de la censure à Cuba, le gouvernement achète 50 000 exemplaires de la revue d'opposition : *Bohemia*(8). Le 26 mars 1958, la junte patriotique exprime officiellement sa solidarité avec l'armée rebelle :

« La junte patriotique Vénézuélienne manifeste sa solidarité avec le peuple cubain. Elle désapprouve la dictature, et appelle les organisations politiques, étudiantes, syndicales, et professionnelles à apporter leur soutien moral et matériel à la lutte libératrice du peuple cubain. Dans un avenir proche, viendra le jour de sa libération, permettant la fin de la terreur et des larmes, de la persécution et de l'angoisse des prisons et des assassinats. » (Castro Silvio, 2008)

Malgré les difficultés politiques rencontrées par le gouvernement vénézuélien, une vaste collecte de fonds en faveur de la révolution cubaine, ayant pour slogan « La marche de Bolívar pour la *Sierra Maestra* », est organisée. Durant toute l'année 1958, les combats s'intensifient sur l'île. En décembre, la victoire des guérilleros semble de plus en plus probable mais l'armée rebelle souffre de difficultés d'approvisionnement. Contre l'avis des Etats-Unis, un avion C-46 vénézuélien, transportant un important armement (Betancourt, 2008 : 69)(9) et deux chefs politiques de premier plan(10), est envoyé pour aider aux préparatifs de l'offensive finale. Ses occupants lutteront avec les combattants cubains pour renverser le gouvernement de Batista : Enrique Jiménez Moya ou Horacio Rodríguez entreront à La Havane en compagnie des troupes du M-26-7.

A Caracas, la presse se réjouit de la victoire des révolutionnaires. Elle félicite le gouvernement provisoire d'être le premier à reconnaître le nouveau pouvoir cubain, le 5 janvier 1959 (11), et rappelle qu'ironiquement le Venezuela de Pérez Jiménez avait été le second pays à reconnaître le régime du 10 mars(12). Les médias se complimentent également d'avoir relayé les messages de *Radio Rebelde* sur leurs ondes via la *Chaîne de la liberté*, et, en ces premiers jours de janvier, « mettent leurs micros à disposition des réfugiés cubains »(13). Le Président par intérim, Edgar Sanabria, participe à ces « ardentes explosions de sympathie »(14) en déclarant qu'il s'agissait du « meilleur cadeau de nouvel An pour les Cubains, ainsi que pour tous les peuples libres d'Amérique, et [qu'il a] savouré davantage [son] café au lait ce matin »(15)

Cet engouement pour la Cuba castriste est d'autant plus fort que la Révolution affiche et déclare avoir des objectifs démocratiques très proches de ceux opérés au Venezuela. Carlos Prío Socarras ou Manuel Urrutía, membres de la bourgeoisie cubaine, paraissent être les garants d'une révolution purement démocratique. Même l'anti impérialisme constant de Fidel Castro est bien compris par la population vénézuélienne. Les Etats-Unis n'avaient-ils pas décoré de la légion du mérite Pérez Jiménez en 1954 (16)? N'avaient-ils pas soutenu la dictature jusqu'au bout ? Quant aux imputations alléguant des attirances communistes du chef guérillero, le gouvernement Larrazábal avait fait l'objet des mêmes accusations. A. Dulles n'avait-il pas déclaré lors d'une réunion à l'ONU que le Venezuela « était maintenant contrôlé par les communistes »(17) ?

De leur côté, les forces du M-26-7 avaient salué, en janvier 1958 la Révolution vénézuélienne. La presse opposée à la dictature fit ses unes sur le Venezuela. Durant le bref intermède de liberté d'expression de février 1958, *Bohemia* publia un éditorial au nom de « Un dictateur de plus est tombé »(18), puis un second intitulé « Merci Venezuela ! »(19), *Carteles* se réjouit de voir un « autre dictateur latinoaméricain renversé »(20). Les journaux rappelèrent durant plusieurs mois, que « Le peuple cubain si sensible aux problèmes américains, vit avec émotion la joie provoquée par le renversement de la dictature de Marcos Pérez Jiménez »(21). Les articles font souvent appel au double sens des lecteurs et sont l'occasion d'une critique du régime en place. De fait, le soulèvement vénézuélien prend de court la presse liée à Batista. Celle-ci est obligée de parler de ce que l'on appelait « la Révolution vénézuélienne » et doit faire face à la condamnation de l'ORIT (Organisation Interaméricaine du Travail) du régime déchu et de Cuba. Elle essaie de démontrer que les régimes de Pérez Jiménez et Batista sont très différents. Eusebio Mujal, président de la CTC (*Central de los Trabajadores de Cuba*), face à la condamnation de l'ORIT, refuse un amalgame entre les deux hommes et déclare à la presse :

« discuter, discuter, mes amis, là est le secret de la solution cubaine. Quand l'ORIT juge les problèmes nationaux et qualifie durement le gouvernement cubain, 10 jours plus tard Batista restaure les garanties (constitutionnelles). La CTC réitère la nécessité d'organiser des élections et propose de féliciter Batista pour avoir ouvert un espace pour la compréhension publique (...) Historiquement le mouvement syndical et l'ORIT en particulier, se sont abstenus de s'immiscer dans les dédales politiques de quelque nation, lorsque la lutte a été menée de manière démocratique, sans la suppression des droits ou d'atteinte à la vie ou aux libertés du peuple »(22).

Lorsque la guérilla parvient à prendre le pouvoir elle se sent donc solidaire du combat du peuple Vénézuélien. L'aide de Caracas a été à la fois morale, en permettant à la presse cubaine d'insérer des références sur la situation de l'île et en redonnant une perspective de démocratisation de la société, mais aussi matérielle par la fourniture en armes de l'armée rebelle et par un soutien financier accordé à l'opposition (Voir note N°10, et Betancourt : 2008, p.201). C'est un lien affectif, fait de relations interpersonnelles, qui se tisse entre les deux pays, ce que rappelle Fidel Castro le 23 janvier 1959, à Caracas :

« Pourquoi suis-je venu au Venezuela ? Je suis venu au Venezuela, en premier lieu, par gratitude; en second lieu, par un devoir élémentaire de réciprocité envers toutes les institutions qui généreusement m'invitèrent à participer, en ce jour glorieux qu'est le 23 janvier, au bonheur du Venezuela (Applaudissement et cris) mais aussi pour une autre raison : parce que le peuple cubain a besoin de l'aide du Venezuela, parce que le peuple cubain, en cette heure difficile, bien que glorieuse de son histoire, a besoin du soutien moral du peuple vénézuélien »(23)

Cette proximité entre les deux mouvements prend une tournure étatique au début de l'année 1959. Lors de la fermeture des ambassades cubaines au Nicaragua et en Equateur, c'est l'ambassade vénézuélienne qui prend en charge les intérêts diplomatiques et consulaires cubains. Mi-mars 1959, tous les indicateurs tendent vers un renforcement de la coopération entre Caracas et La Havane. L'alliance avec Cuba semble indispensable aux deux pays pour éviter que l'un des deux régimes ne soit soumis seul à la pression de Washington. Pourtant, il n'en sera rien.

II- De la dégradation des relations (février 1959- Juillet 1960)

Le choix de février 1959 comme date de rupture est contestable puisque les relations entre la Cuba révolutionnaire et Caracas sont complexes. L'élection à la présidence de Romulo Betancourt le 7 décembre 1958 peut-être considérée comme un tournant mais ce n'est qu'en février 1959 qu'il exerce réellement le pouvoir. En tout état de cause, il est le personnage central qui va définir les relations avec Cuba. Ce dernier en raison de ses convictions personnelles et de la position du gouvernement nord américain qui « se dépêcha d'appuyer Betancourt et isoler Castro » (Cockcroft, 2004 : 450) ne pouvait être l'allié de la Révolution cubaine. Farouche opposant des communistes durant son mandat présidentiel, il va relativement rapidement nettoyer son propre parti des éléments « perturbateurs », puis les institutions politiques avec l'interdiction du Parti Communiste du Venezuela (PCV), du Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR) en 1963 et la prise de pouvoir d'AD au sein de la Centrale des Travailleurs du Venezuela (CTV), principale centrale syndicale du pays. Très tôt, il se montre favorable à l'aile droite de son parti et mène une politique réformiste de conciliation entre l'élite vénézuélienne et les travailleurs d'une part ainsi qu'entre les intérêts

états-uniens et vénézuéliens d'autre part. En signe d'indépendance, il crée la Corporation Vénézuélienne de Pétrole (CVP) et adhère à l'OPEP en 1960. Dans le même temps, il maintient des relations cordiales avec les Etats-Unis en ne remettant pas en cause leur leadership et annonce lors de son investiture ce que l'on dénommera plus tard la « doctrine Betancourt » qui consiste en l'absence de reconnaissance des régimes non démocratiques. Ce principe sera appliqué de manière variable mais il visait principalement à ne pas entretenir de relations avec les pays du bloc de l'est et satisfaire, malgré des contradictions mineures, la politique extérieure nord américaine. Le projet de Betancourt est donc un projet de réformes et non de Révolution (Bautista Urbaneja, 2007 : chap.2).

Fidel Castro, au contraire, a pour objectif de changer durablement et radicalement la structure productive et politique cubaine. Il répète qu'il s'agit d'une Révolution, et s'appuie pour cela sur le peuple. A peine entré à Santiago de Cuba, le 1^{er} janvier 1959 il déclarait :

« La Révolution commence maintenant; la Révolution ne sera pas une tâche facile, la Révolution sera une dure entreprise, pleine de dangers, surtout, dans sa phase initiale, et quel meilleur lieu pour établir le gouvernement de la République que cette forteresse de la Révolution (applaudissement et cris), il faut que l'on sache que cela va être un gouvernement solidement appuyé par le peuple... »(24)

Le projet de la Révolution cubaine ne cessera de se radicaliser au fur et à mesure que les Etats-Unis s'opposeront à celle-ci. Ainsi, en moins de deux ans des mesures économiques radicales sont décidées : *L'Instituto Nacional de Ahorro y vivienda* (INAV), et *l'Instituto Nacional de la Reforma Agraria* (INRA) sont créés, les tarifs de l'électricité, du téléphone, des médicaments, des loyers, des livres scolaires sont réduits, le ministère de la récupération des biens malversés redistribue les anciennes propriétés de Batista et de ses collaborateurs, des casernes sont reconverties en école, une réforme agraire est mise en œuvre, et des augmentations de salaires sont décrétées.

Des considérations personnelles s'ajoutent à ces différences idéologiques. Les deux hommes ne s'apprécient pas. Julio Portillo, mentionne que F. Castro était « allergique à Betancourt » (Portillo, 1981 : 37). Lors de la visite du chef du M-26-7, en janvier 1959, le futur Président vénézuélien rechigne à rencontrer le leader de la Révolution cubaine. Il envisage même de prétexter un voyage à l'intérieur du pays pour l'éviter (Portillo, 1981 : 37). Sous la pression de son parti, il accepte finalement le dialogue. Celui-ci reste cordial mais les deux hommes ne se comprennent pas. Fidel Castro dira de lui qu'il « n'était pas réceptif », et que « celui-ci n'était pas un révolutionnaire » (Portillo, 1981 :37).

Enfin, Romulo Betancourt, devient président dans un contexte difficile. Les tentatives de coup d'Etat ont été nombreuses depuis le renversement de Pérez Jiménez : en avril, en juillet, et le 7 septembre 1958, des officiers ont tenté de s'emparer du pouvoir. Le chef de l'Etat doit lui-même faire face à un soulèvement militaire dans la région de Táchira le 21 avril 1961, et réchappe miraculeusement à un attentat le 24 juin 1960. Or, en raison de son passé, des liens répétés qu'il eut avec les organisations communistes, notamment lors de son séjour au Costa Rica dans les années 30 (25), et des convictions marxistes de son beau-frère Mora-Valverde(26), tout acte de sympathie ou de respect envers les organisations communistes paraîtrait suspect aux yeux du département d'Etat américain. Il est impératif pour lui de se démarquer de tout mouvement assimilé au marxisme afin d'éviter le soutien de Washington à un mouvement putschiste. En effet, si la nouvelle politique américaine permettait la mise en place de réformes, celles-ci devaient rester limitées et le Pentagone n'hésitait pas à remettre

en place des dictatures militaires s'il jugeait que les régimes démocratiques étaient trop complaisants vis à vis des communistes, à l'image de la République dominicaine (Faxas, 2008 : 139-141)(27).

Cependant, le mouvement n'est pas dénué de contradictions. La signature du pacte de *Punto Fijo*, scellant un compromis entre les trois principaux partis démocratiques (URD, AD, COPEI), oblige le Président à ne prendre que des positions très modérées en matière de politique internationale, un membre de l'URD étant à la tête du ministère des Affaires étrangères. De plus, l'aile gauche d'*Action Démocratique*, menée par Muñoz et les *rosados* de Domingo Alberto Rangel menacent de déborder Romulo Betancourt sur la gauche du mouvement. Jusqu'à ce que l'île ne se déclare socialiste, *Miraflores* ne peut pas rompre brutalement avec Cuba sans risquer une scission du parti plus importante que celle de 1960 qui donne naissance au MIR. Enfin, les liens d'amitiés qui unissent les membres du gouvernement cubain et vénézuélien, à l'image de ceux tissés entre Raúl Roa, Romulo Betancourt, et Gonzalo Barrios (Portillo, 1981 : 41) permettent de maintenir quelque temps le contact entre les deux Etats. La visite de Anastas Mikoyan (vice Premier Ministre d'URSS) sur l'île ou le refus catégorique de Romulo Betancourt de voir Ernesto Guevara ou Raúl Castro participer à un meeting du PCV en commémoration de la Révolution russe (Portillo, 1981 : 41) créent des tensions diplomatiques qui ne remettent pas en cause la nature du lien particulier unissant les deux Républiques. Alors que les pays d'Amérique latine (Guatemala, Equateur, Nicaragua...), rompent progressivement leurs relations diplomatiques avec Cuba, le Venezuela se charge des intérêts cubains et reçoit, le 6 juin 1960, Osvaldo Dorticós (Président de la République cubaine), avec les honneurs(28). En juillet, le congrès national sous la pression du MIR, du PCV et de l'URD vote en faveur de la position anti impérialiste de Cuba à l'ONU.

Le 6 juillet 1960, la loi N° 851 met en oeuvre « la nationalisation par le biais de l'expropriation forcée (...) en faveur de l'Etat cubain tous les biens ou entreprises nationales (...) qui sont la propriété de personnes juridiques ayant pour nationalité celle des Etats-Unis d'Amérique, ou les entreprises ayant ses principaux intérêts nationaux dans le pays précité » (Pino Santos, 2008 : 23). Cette loi corrélée à la réunion de l'OEA de San Jose, marque un autre tournant dans les relations bilatérales de Cuba avec le Venezuela.

III- De la discorde à la rupture (Juillet 1960 - Novembre 1961)

Le 26 juillet 1960, des troubles éclatent à Caracas entre fidélistes et anti-fidélistes. Romulo Betancourt, inquiet de la radicalisation de Cuba et d'une possible intervention américaine en profite pour dénoncer l'immiscion de problématiques étrangères dans les affaires intérieures du Venezuela et se démarquer une première fois du processus cubain. Cette évolution n'échappe pas aux dirigeants cubains. Ernesto Guevara réplique quelques jours plus tard :

« Le président Betancourt est simplement prisonnier d'un régime qui se dit démocratique, ce régime qui aurait pu être un autre exemple en Amérique et qui a commis, cependant, la grande erreur de ne pas utiliser le poteau d'exécution à temps. »(29)

Les événements d'octobre 1960 donnent à la présidence une occasion de rappeler son opposition au castrisme. Des étudiants réclament la libération d'un professeur d'université

proche du MIR, rédacteur en chef du journal *Izquierda*, Umberto Cuenca. Les manifestations tournent à l'émeute. Le Président de la République vénézuélienne y voit la main du communisme. Il déclare vouloir « repousser avec force l'invasion sino-soviétique dans le continent américain » et s'oppose « à tous les plans bien connus du communisme international et de ses satellites qui cherchent à miner les institutions de la vraie démocratie »(30) avant de s'en prendre directement à Cuba :

« Nous désapprouvons totalement toute relation avec ces pays [Chine et Russie], relations condamnables tant du point de vue moral que catholique. Ouvrir la porte aux nombreuses missions diplomatiques russes et chinoises, c'est, en fait, aider à la propagande du communisme. »(31)

La référence au catholicisme n'est pas un hasard, elle marque la préférence de Romulo Betancourt pour l'alliance avec le COPEI, parti issu des syndicats démocrates chrétiens, qui s'inquiète du sort réservé aux religieux à Cuba (Létrillard, 2005). Cette déclaration marque le début du processus qui mène à la fin des relations diplomatiques entre les deux pays.

Deux jours après ce discours du chef de l'exécutif, M. Arcaya, dont le départ était prévu depuis septembre, est remplacé par M. Falcón Briceño. Ce remaniement ministériel provoque la fin du soutien de l'URD au gouvernement. Ses ministres démissionnent. La rupture de l'alliance entre AD/ COPEI et l'URD s'explique par les divergences grandissantes entre Romulo Betancourt et Ignacio Luis Arcaya au sujet de la Révolution cubaine. Au cours de la réunion de l'OEA de San José, M. Arcaya, avait refusé de signer le communiqué final condamnant Cuba. Le locataire de *Miraflores* était entré en conflit avec son ministre des Affaires étrangères. En remplaçant le ministre de l'URD par l'ambassadeur vénézuélien en poste à Washington, Falcón Briceño, il montre l'alignement progressif de Caracas sur les positions états-uniennes et lui permet d'acquérir des marges de manœuvre supplémentaires pour mener à bien la réforme agraire vénézuélienne. Dès lors, les relations se tendent nettement avec Cuba. Le 29 août 1960, Fidel Castro réplique à la réunion de l'OEA de San Jose, en tentant de distinguer la position de l'exécutif, traité de « marionnette », de celle du peuple vénézuélien. Cette différenciation lui permet de ménager le patriotisme de ses alliés potentiels au sein d'AD et de l'URD :

« Et, par exemple, nous avons déjà le cas du Venezuela, où le peuple était déjà dans la rue pour protester contre la trahison du Costa Rica ! Et 78 membres du congrès vénézuélien étaient réunis cet après midi pour protester contre la trahison du Costa Rica ! Le Venezuela est l'un des peuples les plus héroïques et révolutionnaires de ce continent ! Le Venezuela est un pays où il y a une importante conscience révolutionnaire ! Le Venezuela est un pays anti impérialiste ! Le Venezuela est un pays qui a beaucoup souffert de l'oppression des tyrannies militaires et de l'exploitation des monopoles yankis ! Le Venezuela n'est pas un pays qui croise les bras ! Au Venezuela il y a un peuple qui est l'ami du peuple cubain ! Le peuple vénézuélien enfanta de Simon Bolívar et du Venezuela naquirent les soldats qui apportèrent la liberté à la moitié du continent sud-américain ! Et ce peuple vénézuélien est ici ! Ce peuple vénézuélien, la chancellerie yanki ne peut pas le manipuler comme un groupe de marionnettes dans une conférence de l'OEA »(32)

Le 3 janvier 1961, les relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis sont rompues. Romulo Betancourt maintient une relation diplomatique avec l'île mais rappelle pour consultation son ambassadeur(33). Caracas est, à cette date, avec la Colombie et l'Uruguay, le

seul pays latino américain à posséder encore une représentation à La Havane(34). Mais le gouvernement se voit contraint face à la pression exercée par la diplomatie américaine à durcir ses positions.

L'entrée en vigueur de la Constitution en janvier 1961 est un pas de plus vers la rupture des relations. Alors que Cuba promeut la Révolution en dehors de ses frontières sur le continent africain et latino-américain, la Constitution vénézuélienne stipule qu'il faut :

« coopérer avec les autres nations et, particulièrement avec les Républiques sœurs du continent, dans le cadre de la communauté internationale, sur la base du respect réciproque des souverainetés, l'autodétermination des peuples, la garantie universelle des droits individuels et sociaux de la personne humaine, et le refus de la guerre, de la conquête et de la domination économique, comme instruments de la politique internationale. »(35)

En avril 1961, Betancourt décide de soutenir l'invasion de la Baie des cochons bien qu'il refuse tout soutien matériel en vertu des principes qu'il a lui-même énoncés de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Dans le même temps, le 16 avril, Cuba se déclare socialiste. Le régime soutient officiellement la lutte armée contre les gouvernements qu'elle juge soumis à l'impérialisme :

« Quand l'impérialisme et la réaction ferment les portes aux formes légales de lutte, il est un droit et un devoir des peuples de répondre à la violence armée de l'impérialisme par la violence armée révolutionnaire » (Portillo, 1981 : 58)

En septembre, sous la pression du COPEI, ému de l'expulsion massive des prêtres et religieuses étrangers de Cuba(36), une réunion est organisée au cours de laquelle il est décidé de mener une action contre l'île au sein de l'OEA(37). Cette décision conduit en octobre, à une rupture quasiment définitive. Le 13 octobre 1961, le Venezuela soutient la pétition du Pérou qui stipule que :

« Cuba (...) participe à l'infiltration communiste dans les autres pays d'Amérique (...) ce qui constitue une agression politique à l'échelle continentale (...) que le gouvernement cubain a commis des actes qui violent la charte de l'OEA, le traité interaméricain d'assistance réciproque et la déclaration américaine des devoirs et droits de l'homme » (Portillo, 1981 : 70-71)

Le 18 octobre 1961, une réunion a lieu à Caracas entre Carlos Prío Socarrás, l'ex-ambassadeur de Cuba en Inde, M. Soler, un représentant de l'ambassade des États-Unis au Venezuela, le gouverneur de Caracas et les ambassadeurs chiliens et boliviens. Il est question de la formation d'un nouveau gouvernement cubain. Il est prévu de l'installer à Panama. Au cours de cette réunion, le Venezuela accepte d'apporter un soutien occulte au gouvernement des exilés(38). Pour soutenir avec plus de force la pétition du Pérou et le gouvernement parallèle censé se former, le Venezuela décide le 25 octobre 1961 la rupture définitive des relations avec Cuba. Elle devient officielle le 11 novembre 1961. Raúl Roa, ministre des Affaires étrangères cubain déclare :

« Le gouvernement révolutionnaire et le peuple cubain savent parfaitement que ce n'est pas le peuple vénézuélien, mais le département d'État américain et la CIA, qui ont dicté les déclarations serviles du gouvernement du Président Betancourt » (Portillo, 1981 : 72)

Les relations diplomatiques seront rompues plus de dix ans entre les deux pays. Elles seront rétablies, le 29 décembre 1974, sous l'impulsion de Carlos Andrés Pérez.

Conclusion

Si la rupture des relations entre Cuba et le Venezuela n'était pas inévitable, elle paraissait dès la fin de l'été 1959 probable. La mésentente personnelle entre Fidel Castro et Romulo Betancourt aurait pu être surmontée par les enjeux de politique intérieure. En effet, le soutien du MIR, du PCV, d'une partie d'AD et de l'URD à Cuba aurait pu suffire à entretenir des liens particuliers avec l'île si le contexte global avait été différent. Or, dans le cadre de la guerre froide les deux projets (réformiste et révolutionnaire) ne pouvaient être conciliables. La pression exercée par la diplomatie nord-américaine était forte et Caracas dépendait économiquement des Etats-Unis. Le Venezuela a fait le choix d'essayer d'obtenir des espaces d'indépendance en négociant avec le département d'Etat, et en décrétant une politique extérieure de non ingérence, rendant impossible toute relation amicale avec un pays communiste, tandis que dans le même temps Cuba décidait de prendre sa pleine indépendance vis-à-vis de Washington. Comme le signale James Cockcroft, la plupart des réformistes deviennent à cette époque un instrument contre la Révolution (Cockcroft, 2004 : 449-450). Ceux qui tentèrent de rétablir des liens diplomatiques avec Cuba furent très durement réprimés comme Salvador Allende au Chili. Le Pentagone ne souhaitait pas voir le camp communiste nouer des liens avec des pays situés dans sa sphère d'influence.

Même 20 ans après la fin de la guerre froide, il est possible d'observer que l'établissement de relations diplomatiques cordiales avec un pays qui a voulu mettre fin à la tutelle nord américaine reste dangereux pour un gouvernement latino-américain : le Venezuela qui a conclu une alliance avec Cuba a du faire face à un coup d'Etat soutenu par le département d'Etat en avril 2002. Plus proche de nous, en juin 2009, le Honduras a connu un coup d'Etat militaire qui a réussi à renverser le gouvernement de Manuel Zelaya, allié de La Havane au sein de l'ALBA.

Notes de fin

(1) *Ibid.*

(2) *El País*, 23 de enero de 1959, Año XXXVII, N°19.

(3) *Ibid.*

(4) *Bohemia*, 1ero de Febrero de 1959, año 51 Número 5. P.89

(5) Voir RABE, Stephan, « Eisenhower, Kennedy et l'Amérique latine : changement ou continuité ? », in VAGNOUX, Isabelle, VAN EEUWEN, Daniel, *Les relations interaméricaine en perspectives : entre crises et alliances* », Ed. de l'institut des Amériques et de l'IHEAL, Paris, 2009.

(6) A ce sujet voir KRYZANEK, Michael, *US-latin american relations*, Ed. Praeger, Westport, 2008. P. 61-71 ; MC PHERSON, Alan, *Intimate Ties, bitter struggle : The United States and Latin America since 1945*, Potomac books, Washington, 2006.

(7) Palais présidentiel.

(8) *Bohemia*, 9 février 1958, Año 50, N°6

- (9) 150 fusils Garand, 20 fusils mitrailleurs Browning, 10 mitrailleuses de calibre 30, 100 000 cartouches, deux caisses de grenades, et un fusil FAL, cadeau d'un officier de la marine vénézuélienne à Fidel Castro.
- (10) Manuel Urrutía Lleó et Luis Orlando Rodríguez.
- (11) Lettre N°11/AM, 8 janvier 1959, Caracas, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay
- (12) Télégramme N°1617/19, La Havane, 14 mars 1952, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay
- (13) Lettre N°11/AM, Caracas, 8 janvier 1959, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay
- (14) Ibid.
- (15) Lettre N°11/AM, Caracas, 8 janvier 1959, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay
- (16) *El Universal*, 100 años, 1954, disponible sur http://www.eluniversal.com/aniversario/100/ca7_art_vietnam-se-libera-de_1229872.shtml
- (17) Lettre N° 2093/AM, Washington, 31 juillet 1958, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.
- (18) *Bohemia*, 2 de febrero de 1958, año 50 número 5. Sup. 23
- (19) *Bohemia*, 9 de febrero de 1958, año 50 Número 6. Sup.7
- (20) *Carteles*, año 39 número 7. P.20
- (21) *Bohemia*, 9 de febrero de 1958, año 50 número 6. Sup.5
- (22) *Idem*. Sup.10
- (23) Discurso pronunciado por Fidel Castro en la plaza aerea del silencio, Caracas, Venezuela, 23 de enero de 1959. Disponible sur : <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f230159e.html>
- (24) CASTRO, Fidel, *Discurso pronunciado por el doctor Fidel Castro Ruz, en el parque Cespedes, Santiago de Cuba*, 1^o de enero de 1959. Disponible sur : <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1959/esp/f010159e.html>
- (25) Lettre N°850/AM, Caracas, le 30 décembre 1958, archives nationales diplomatiques du Quai d'Orsay.
- (26) *Ambassade de France de Caracas*, « historique du parti communiste vénézuélien », 6 janvier 1960, non numéroté, archives nationales diplomatiques du Quai d'Orsay.
- (27) Après avoir aidé à l'assassinat de Trujillo, Juan Bosch est élu puis renversé sept mois plus tard avec le soutien de Washington en raison des réformes mises en œuvre.
- (28) Qui tranche avec l'accueil reçu dans les autres pays latinoaméricains. Au Pérou notamment où l'accueil de M. Dorticós y « est plus que froid ». Voir lettre de l'ambassade de France du Pérou, N°416/AM, 21 juillet 1961.
- (29) Che Guevara, in *Revista SIC*, Caracas, septiembere-octubre 1960, N°228
- (30) Télégramme N°125, Caracas, 24 octobre 1960, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.
- (31) Télégramme N°125, Caracas, 24 octobre 1960, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.

(32) CASTRO, Fidel, *Discurso pronunciado por el commandante Fidel Castro Ruz, Primer Ministro del gobierno revolucionario, en el acto de graduación de los maestros voluntarios a su regreso de la Sierra Maestra*, La Habana, El 29 de agosto de 1960. Disponible sur :
<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/1960/esp/f290860e.html>

(33) Lettre N°461, La Havane, 27 janvier 1961, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.

(34) Ibid.

(35) Constitución de la Republica de Venezuela de 1961, disponible sur :
<http://www.tsj.gov.ve/legislacion/crv.html>

(36) En 1961, il reste 150 prêtres et 200 sœurs à Cuba contre 700 prêtres et 3 000 religieuses trois ans plus tôt. Lettre N° 308/AM, La Havane, 23 septembre 1961, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.

(37) Télégramme N° 158/AM, Caracas, 18 septembre 1961, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.

(38) Télégramme N°177/78, Caracas, 25 octobre 1961, archives diplomatiques nationales du Quai d'Orsay.

Bibliographie

Livres :

Bautista Urbaneja, Diego (2007). *La política venezolana desde 1958 hasta nuestros días*. Caracas : Universidad católica Andrés Bello.

Betancourt, Luis Adrián, **Padron**, José Luis (2008). *Batista, últimos días en el poder*. La Habana : Ed. Unión.

Cisneros Andrés, **Escudé**, Carlos, *Historia de las Relaciones Exteriores Argentinas*, Ed. CARI, disponible sur <http://www.argentina-rree.com/14/14-023.htm>

Cockcroft, James (2004). *América latina y Estados Unidos, historia y política país por país*. La Habana : Ed. Ciencias Sociales.

Faxas, Laura (2005). *République dominicaine, Système politique et mouvement populaire 1961-1990*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail.

Kryzanek, Michael (2008). *US-latin american relations*. Westport : Ed. Praeger.

Létrillart, Philippe (2005), *Cuba, l'Eglise et la Révolution*, Paris : Ed. L'Harmattan.

Matos, Huber (2006). *Et la nuit est tombée*, Paris : Les belles lettres.

Mc Pherson, Alan (2006). *Intimate Ties, bitter struggle : The United States and Latin America since 1945*. Washington : Potomac books.

Pino Santos, Oscar (2008). *Medio siglo de Revolución, cincuenta momentos históricos*. La Habana : Ed. Arte y literatura.

Portillo, Julio (Abril 1981). *Venezuela-Cuba : Relaciones diplomaticas 1902-1980*. Caracas : Ed. Arte.

Vagnoux, Isabelle, Van Eeuwen, Daniel (2009). *Les relations interaméricaine en perspectives : entre crises et alliances* ». Paris : Ed. de l'institut des Amériques et de l'IHEAL.

Articles :

Baez, Luis (27 Janvier 2007), *23 janvier 1959 : « Le Venezuela doit être le pays leader des peuples d'Amérique »* : Granma International. La Havane.

Castro, Silvio (2 de Julio de 2008), « Hace 50 años en Venezuela » : *Encontrarte*, N°88. Caracas.

Pour citer cet article :

Xavier Calmettes, « « La réforme contre la révolution » ? Les relations vénézolano-cubaines (1958-1961) », *RITA* [en ligne], n°6: février 2013, mis en ligne le 29 janvier 2013. Disponible en ligne : <http://www.revue-rita.com/notes-de-recherche6/xavier-calmettes.html>